



Amplifier la voix de la société civile dans les processus politiques

Rapport annuel CSPPS 2014





CIVIL SOCIETY
PLATFORM
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING



Amplifier la voix de la société civile dans les processus politiques

**Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat
Rapport annuel 2014**

Sommaire

Liste des acronymes et abréviations	5
Remerciements	6
Résumé exécutif	7
Introduction	8
Amplifier la voix de la société civile	9
Plaidoyer pour une paix durable	16
Gouvernance et composition de la plateforme	21
Soutenir la participation de la société civile	24
Horizons stratégiques: CSPPS en 2015 et au delà	27
Communications et contacts	29
Informations de contact CSPPS	31
Annexes	
Annexe 1: Rapports financiers détaillés 2014	32
Annexe 2: Liste des membres de CSPPS	33
Annexe 3: List des membres du CE, coprésidents des axes de travail CSPPS	34
Annexe 4: Liste des participations, (co)organisations et/ou facilitations des évènements clés en 2014	35
Annexe 5: Vue d'ensemble des projets 2014 de CSPPS	37

Liste des acronymes et des abréviations

AfP	-	Alliance for Peacebuilding (USA)
AGNU	-	Assemblée générale des Nations unies
BMZ	-	Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
Cordaid	-	Catholic Organization for Relief and Development Assistance
CG	-	Core Group
CSPPS	-	Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat
DFID	-	Ministère du Développement international (RU)
CE	-	Comité exécutif de CSPPS
GIZ	-	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
IDPS	-	Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat
INCAF	-	International Network on Conflict and Fragility (OECD)
INGO	-	Organisations non gouvernementales internationales
MAEDI	-	Ministère des Affaires étrangères et du Développement international
ND	-	New Deal pour l'engagement dans les Etats fragiles
OCDE	-	Organisation de coopération économique et de développement
ONG	-	Organisations non gouvernementales
ONY	-	Organisation des Nations unies
OSC	-	Organisation de la société civile
PF	-	Point focal
PSG	-	Peacebuilding and Statebuilding Goal
RCA	-	République centrafricaine
RDC	-	République démocratique du Congo
RU	-	Royaume Uni
SC	-	Société civile
SDC	-	Swiss Agency for Development and Cooperation
USA	-	Etats unis d'Amérique
WG	-	Working Group

Remerciements

Cette année encore les membres de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (CSPPS) ont contribué leurs expériences informées et mis en lumière leurs succès en soutien à la réalisation de ce rapport. Combiner toutes les contributions dans ce Rapport annuel rend vivante la documentation nécessaire de l'action coordonnée de la société civile comme parties des processus du New Deal et de l'IDPS. Les auteurs de ce rapport sont reconnaissants envers toutes les contributions reçues et fiers d'aider à faire connaître ces histoires.

Ce rapport annuel se fonde sur les activités entreprises sous la coordination de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (CSPPS) en 2014. La liste des organisations membres activement impliquées dans cette Plateforme est jointe à l'annexe 2 de ce rapport.

Les activités de la Plateforme de la société civile en 2014 ont été possibles par le soutien et le financement rendu disponible par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et le Développement (BMZ/GIZ), le ministère suisse des Affaires étrangères (SDC), le ministère français des Affaires étrangères (MAEDI), Cordaid et le ministère britannique du Développement international (DFID). Tous ont contribué à faciliter les résultats, étapes et succès présentés dans ce rapport. Le soutien fourni a de plus permis à CSPPS d'explorer des moyens de traiter avec succès les défis rencontrés pour coordonner l'engagement de la SC dans divers processus de politiques liés au Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (IDPS).

La Plateforme aimerait exprimer sa gratitude et son appréciation pour le soutien généreux reçu et se réjouit par avance à la poursuite de sa collaboration avec ses partenaires en contexte du Dialogue international et au-delà.

Au nom de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat.

Peter van Sluijs

Coordinateur du Secrétariat des OSC de l'IDPS et membre du Comité exécutif de CSPPS.

Résumé exécutif

La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (CSPPS) est une coalition Sud-Nord non gouvernementale d'organisations de consolidation de la paix qui coordonne et soutient la participation de la société civile au Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (IDPS). La Plateforme rassemble les représentants de plus de 25 pays. Le mandat de CSPPS est de renforcer la voix et les capacités de la société civile à s'engager effectivement et influencer le processus du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat pour apporter des résultats à tous. Ce mandat se fonde sur une vision commune et une volonté de voir une collaboration internationale qui apporte un développement durable et inclusif à tous.

En 2014 CSPPS a soutenu l'engagement constructif et continu de ses membres nationaux et internationaux dans le processus de mise en œuvre du New Deal par diverses initiatives permettant aux Equipes pays de CSPPS de renforcer et agrandir la composition de la Plateforme. En outre la Plateforme a initié des trajectoires stratégiques visant à offrir un soutien par les pairs pour solidifier la participation des partenaires de la société civile aux processus politiques et la consolidation de leurs capacités de plaidoyer pour les processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat.

Tous les niveaux de la composition de CSPPS ont été mobilisés pour participer aux processus globaux de l'IDPS. Diverses réunions techniques et de haut niveau des membres de l'IDPS ont reçu la participation de spécialistes de la SC venant des contextes pays concernés et représentant les équipes pays CSPPS autant que par les membres des ONGI et les membres du CE de CSPPS, tous offrant des éléments de preuve issus des pays, des perspectives expertes et des conseils de spécialistes aux agendas des réunions et documents de conclusion.

2015 est une année cruciale pour le New Deal et l'IDPS considérant les perspectives de renouvellement des mandats du New Deal et de l'IDPS combinés avec le grand nombre de processus de plaidoyer entourant la finalisation du processus post 2015. L'accord sur un nouvel agenda de développement transformatif (comprenant un objectif spécifique aux sociétés paisibles et inclusives pour un développement durable) recevra une attention particulière de la part de CSPPS ; aussi là elle se rapporte au développement ultérieur et au suivi des indicateurs alignés sur les principes et enseignements issus du processus de mise en œuvre du New Deal.

Introduction

Bienvenue dans ce rapport qui offre une vue d'ensemble des succès de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (CSPPS) résultant de l'activité de ses membres et offrant un soutien crucial au succès de la mise en œuvre du New Deal pour l'engagement dans les Etats fragiles.

Le rapport annuel de CSPPS offre une vue d'ensemble des activités et de leurs résultats des actions coordonnées de la Plateforme et de la participation de ses membres aux nombreux et complexes processus qui attendent les membres du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (IDPS).

En premier lieu, mettre en œuvre le New Deal pour l'engagement dans les Etats fragiles pour assurer des voies soutenables de la fragilité vers la résilience, la paix, et la stabilité. Les lecteurs trouveront ici les principales contributions de CSPPS à ce but en 2014 servant le rôle de la Plateforme comme veilleur et comme partenaire du suivi des Objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat dans les pays du g7+ et promouvant des relations Etat-société constructives au Sud global. Pour accomplir ceci CSPPS peut compter sur les 30 membres de son Core Group qui aident à coordonner de quelques centaines à plusieurs milliers d'OSC dans 18 pays du g7+ et non-g7+ et depuis 6 pays de l'INCAF.

Apporter les valeurs et principes de la consolidation de la paix orientée vers la résilience sociétale au niveau des processus et structures globaux est la deuxième partie de la mission de CSPPS. Pour ceci l'engagement de haut niveau et la fourniture de conseils par les membres de la Plateforme ont été entretenus au sein de forums globaux soutenus par le groupe g7+ des Etats fragiles, l'INCAF-OCDE, l'AGNU et divers organes régionaux. Aussi en 2014 CSPPS a fourni des enseignements et recommandations issues des processus des pays du New Deal pendant des événements clés tenus par ces groupes et institutions.

Finalement la fourniture de soutien et de conseils au processus de l'IDPS lui-même est une part importante du mandat de CSPPS. L'appartenance officielle au Dialogue s'accompagne de la responsabilité d'offrir au leadership de ce dialogue des critiques fondées sur des preuves des niveaux d'inclusion, d'adhésion aux principes et d'orientation stratégiques vus pour partie de son mandat d'ensemble et par ses groupes de travail et processus de son Comité de pilotage.

Les auteurs espèrent que cette édition 2014 du Rapport annuel de CSPPS apportera toute clarté à ses lecteurs sur la contribution centrale des OSC et ONG aux processus cités et provoquera intérêt et compréhension pour leur participation continue au succès de la consolidation de la paix, du renforcement de l'Etat et du développement dans les Etats fragiles et affectés par les conflits et pour la paix et la stabilité globalement.

Amplifier la voix de la société civile

La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (CSPPS) est une coalition non-gouvernementale Sud-Nord d'organisations de consolidation de la paix qui coordonne et soutient la participation de la société civile au Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (IDPS). La Plateforme rassemble des représentants de plus de 25 pays. Les objectifs de CSPPS sont de développer et renforcer la voix et les capacités de la société civile aux niveaux national et global pour s'engager dans le processus du Dialogue internationale – dans la mise à l'agenda, la négociation de politiques et dans le déploiement et la mise en œuvre du New Deal pour l'engagement dans les Etats fragiles.

Les objectifs de CSPPS sont de développer et renforcer la voix et les capacités de la société civile aux niveaux national et global.

Le mandat de CSPPS est le renforcement de la voix et des capacités de la société civile à s'engager effectivement et influencer le processus du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat pour apporter des résultats à tous. Ce mandat se fonde sur la vision partagée et la volonté de voir une collaboration internationale qui apporte une paix durable et un développement inclusif pour tous.

Les stratégies de CSPPS se fondent sur la théorie du changement suivante :

“Si nous modelons et influencer les structures et processus globaux et nationaux pour traiter les sources de conflit destructeurs et consolider la résilience alors les pays et leurs citoyens seront moins susceptibles de recourir au conflit violent car ils auront les moyens de gérer leurs griefs et de consolider leur qualité de vie.”

Les stratégies poursuivies par CSPPS, inspirées par cela, sont :

1. Modeler et infuser le processus du Dialogue international par les valeurs de la consolidation de la paix;
2. Renforcer l'engagement de la société civile dans la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat;
3. Influencer les politiques autour de l'agenda de la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat à tous les niveaux.

En 2014 CSPPS a réaffirmé son mandat et ses stratégies pendant la réunion de son Core Group à Lomé (avril) et de son Comité exécutif à Washington (octobre), s'engageant à soutenir continuellement en priorité la fourniture de résultats tangibles et significatifs au niveau des pays en soutien à la mise en œuvre avec succès du New Deal.

Au cœur du sujet : la consolidation et le renforcement de coalitions

Une activité centrale de CSPPS est la mobilisation au niveau pays et le soutien à l'engagement de la société civile pour que la voix, les intérêts et les inquiétudes des sociétés des pays du g7+ soient effectivement entendus dans le processus du New Deal et assurer que la participation de la société civile devienne une part normale de l'élaboration des politiques de consolidation de la paix et de développement dans ces pays.

Le soutien à la consolidation de coalitions pays de la société civile est offert pour avoir un impact à la fois sur la légitimité et la pertinence de la participation de la société civile mais particulièrement soutenir par les suites ses activités d'engagement. CSPPS s'efforce de rendre capables les sociétés civiles locales comme membres et partenaires indépendants des processus de l'IDPS et du New Deal au niveau pays.

Assurer l'espace politique et l'accès au dialogue sont des priorités clés pour un soutien ciblé nécessaire à garantir la réalisation des principes du dialogue du New Deal sur le terrain.

Les coalitions d'organisation et la coordination par les Points focaux offre légitimité et transparence au travail des OSC : relier les coalitions et les projets du New Deal est la base du renforcement de l'engagement de la société civile dans le processus. C'est pourquoi pour première étape certaines organisations points focales ont choisi d'établir des plateformes New Deal au niveau local (ex. Guinée, Côte d'Ivoire) à la suite d'atelier de sensibilisation.

Le soutien à la mise en œuvre du New Deal au niveau pays

Une stratégie prioritaire liée de CSPPS est d'assurer que les OSC renforcées et coordonnées soutiennent effectivement la mise en œuvre du New Deal et que les vues et préoccupations de consolidation de la paix de la société civile sont reflétées dans ce processus de mise en œuvre. La formation de tels groupements de société civile répond à la valeur d'inclusion contenue dans le New Deal et vise à la représentation la plus large des activités de la société civile traitant des thèmes et secteurs couverts par les PSG – traitant ainsi l'échelle la plus large de questions sociétales pour la consolidation de la paix.

Les OSC fonctionnent pour partie d'une coalition nationale (ex. Equipe pays CSPPS) sous la coordination d'une organisation Point focale. Ainsi une fois organisées, mobilisées et fournissant le renforcement de capacités nécessaire au besoin parmi leurs composants, les coalitions nationales s'engagent dans des initiatives directes de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat visant à influencer les parties prenantes du new Deal et apportant des composants clés du New Deal comme processus et comme but au niveau pays en 2015. La société civile s'est efforcée de garantir le respect des principes du New Deal dans le processus de conception, la conduite et l'usage des instruments, comme premier exemple d'élaboration de politiques et de législations au sein du cadre offert par les PSG.

Etude de cas 1 : Evaluation par les citoyens des allocations budgétaires nationales selon les PSG en RDC

Le Point focal de la société civile de RDC (Pregesco) et l'Equipe pays ont conduit une étude du budget national guidée par les PSG du New Deal, offrant une analyse du processus de mise en œuvre du New Deal. L'étude a aussi considéré les niveaux nationaux et provinciaux (Kasaï-oriental, Sud-Kivu), faisant le bilan de l'exécution de trois exercices budgétaire de 2012 à 2014 et proposant des orientations futures.

L'évaluation des PSG du New Deal par la société civile a montré que les actions, les mesures et les programmes mis en œuvre à plusieurs niveaux de l'état n'ont pas été menées systématiquement ou délibérément en référence aux PSG. Les progrès accomplis demeurent insuffisants pour réduire la pauvreté et les inégalités et pour réduire les facteurs de fragilités, en raison des lacunes suivantes :

- L'évaluation de la fragilité menée par le pays et les indicateurs élaborés pour la résilience n'apparaissent par dans les postes budgétaires ou dans les dépenses publiques de 2012 à 2014.
- Les actions conduites dans des domaines très divers n'ont pas contribué à réduire les facteurs de la fragilité de l'Etat et encore moins à améliorer le bien-être de la population.
- En outre le rapport détaille et présente de faibles niveaux de mobilisation et d'allocation des ressources aux investissements qui peuvent réduire la dépendance extérieure. Les projections budgétaires liées demeurent irréalistes dans l'état actuel des finances publiques.

A la suite de la publication de ces résultats la société civile a proposé que le Gouvernement intègre l'action du New Deal dans le plan de développement du pays et renforce l'alignement sur les PSG en établissant un processus structuré autour d'une vision et d'un plan englobant.

L'Equipe pays de RDC a bénéficié de cette recherche pour renforcer son plan pays ainsi : (i) établir une coalition en soutien à la mise en œuvre du New Deal et identifier les structures de coordination adéquates ; (ii) organiser un atelier national pour lancer la mise en œuvre et soutenir le progrès du New Deal ; (iii) examiner et lister les activités actuelles liées au New Deal et identifier les lacune ; (iv) faire du New Deal une réalité : convenir d'une stratégie de mise en œuvre et la développer.

Comme principal destinataire du rapport, le gouvernement de la RDC a félicité la société civile pour cette étude. Le gouvernement a aussi proposé que l'organisation point focale partage la méthodologie qu'elle a employée avec d'autres membres du g7+ pour leur possible usage.

De même et pour partie du cadre de coopération Sud-Sud la délégation gouvernementale du Timor Leste le Secrétariat du g7+ considère ce rapport comme un bon exemple de dialogue entre la société civile et l'Etat pour mettre en œuvre le New Deal.

Georges Tshionza Mata

Coordinateur de l'Equipe pays CSPPS en DRC

Créer un espace de participation effective de la SC

Assurant l'espace politique de la société civile complète de manière critique l'action des gouvernements et des donateurs pour mettre en œuvre le New Deal. Le soutien au niveau pays de CSPPS permet à la société civile de mobiliser ses contreparties New Deal au Parlement, au Gouvernement et dans l'administration parfois même en jouant le rôle de rassembleur et de facilitateur de ces acteurs et en initiant les discussions nécessaires sur les contenus et objectifs du processus du New Deal. La participation effective de la société civile demande de remplir des conditions d'inclusion des représentants des OSC en toutes parties et toutes étapes des processus du New Deal et de l'IDPS.

Les situations de crise ont eu un impact sur la mise en œuvre du New Deal et l'activité des OSC...

En 2014 CSPPS a continué à offrir son soutien à l'établissement de la coordination de ses membres Points focaux du g7+ des plans des OSC pour soutenir effectivement et influencer la mise en œuvre du New Deal. La plateforme a fourni un soutien financier, technique et expert à la participation des Equipes pays aux événements officiels du New Deal et à la rédaction et la dissémination des documents de rapportage des progrès et défis de la consolidation de la paix au niveau pays. Au besoin, un soutien renouvelé ou supplémentaire a été fourni à la mobilisation, au renforcement et au renforcement des capacités des coalitions nationales et des Equipes pays (voir l'ensemble des projets ci-dessous en annexe 5).

Des progrès divers dans les activités des OSC ont été constatés dans les pays rencontrant les situations de crise les plus sévères. En effet le processus du New Deal est à l'arrêt dans les pays affectés par Ebola, Guinée Conakry, Liberia et Sierra Leone. La mobilisation de la SC et ses efforts d'engagement dans ces trois pays a été maximale pour soutenir la réponse immédiate à la crise et documenter les pratiques liées de consolidation de la paix et du New Deal à poursuivre dans ces mêmes contextes. Le New Deal a aussi été compromis en République centrafricaine où un conflit prolongé et ouvertement politique a seulement permis au nouveau chef de l'Etat et au gouvernement de transition de reprendre les efforts du New Deal depuis mi 2014. Ici la mobilisation des OSC a du reprendre au début ce qui a été accueilli par un soutien bienvenu des parties gouvernementales et donneur au processus revitalisé du New Deal.

Exemples d'étapes/succès/résultats concrets

- CSPPS a contribué à la publication **Strengthening the New Deal from the Bottom Up** : Perspectives on the Somali Compact and Somaliland Special Arrangement (avec Saferworld and World Vision) Amplifying the Chances for Stability and Peace in South Sudan CSPPS a soutenu la publication de **The New Deal implementation in South Sudan** : A South Sudanese Civil Society Perspective Paper – avec le South Sudan NGO Forum and le CSO Working Group (SPSBD-CSOWG), et publié une déclaration en janvier 2014 INCAF réunion de niveau directeurs.
- La recherche Ebola CSPPS démarrée et initiée sur Ebola – incluant les Equipes pays CSPPS – a résulté en un rapport publié : **Combattre et prévenir le virus Ebola. Consolider la paix et la résilience sociétale** : enseignements et priorités pour l'action de la société civile dans les pays du New Deal touchés par l'épidémie d'Ebola.

Etude de cas 2 : Employer une perspective New Deal pour la réponse de la Guinée à Ebola

La République de Guinée, membre du g7+, a participé au New Deal depuis le Forum de haut niveau de Busan (HLF4). Pour la mise en œuvre le New Deal la Guinée a adopté une approche de l'appropriation centrée sur la société civile. ODDI-Guinée a initié et mené des projet d'appropriation de New Deal par les OSC nationales au moyen du projet « Défis et opportunités de la mise en œuvre du New Deal en Guinée » financé précédemment par CSPPS pour consolider les capacités de 10 OSC formant une Equipe pays une Equipe pays large et diverse et de 8 Conseils régionaux des OSC. L'Equipe pays en coopération avec le Point Focal gouvernemental du New Deal a ensuite rencontré des représentants de haut niveau pour plaider de l'appropriation du New Deal par le Gouvernement.

Depuis 2014 la mise en œuvre du New Deal s'est concentrée sur le combat contre Ebola. Pour partie de ceci, l'Equipe pays a conduit une étude sur l'impact d'Ebola sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat, menée dans tout le pays en décembre 2014 et janvier 2015. Le principal défi perçu par l'Equipe pays est d'assurer l'adhésion politique du Gouvernement aux principes du New Deal.

L'Equipe pays de Guinée poursuit ses efforts pour l'appropriation du New Deal par un plus grand nombre de parties prenantes et pour ceci continue son lobbying et son plaidoyer, distribuant le rapport CSPPS Ebola et soutient à l'intégration adéquate des PSG dans la stratégie nationale Ebola.

Dans de nombreux contextes l'espace politique se rétrécit et subit une pression.

Ousmane DIENG

Coordinateur de l'Equipe pays CSPPS en Guinée Conakry

Garantir la voix et l'espace

Soutenir le travail des membres de CSPPS au niveau pays implique aussi d'assurer l'espace et la voix pour la participation de la société civile. Dans de nombreux contextes cet espace se rétrécit et est sous pression par les événements politiques et manque de participation ouverte à la vie civique, ainsi l'activité de la société civile pour se trouver limitée ou mise en question pour honorer les ambitions de l'IDPS.

Pour leur part les Equipes pays du **Togo**, du **Sierra Leone** et du **Burundi** ont mené des projets visant à généraliser la voix des OSC pour partie du processus officiel du New Deal. Sous la forme de mobilisation de la société civile au New Deal dans la capitale (Togo), de la présentation directe des inquiétudes au niveau ministériel pendant un événement IDPS global (Sierra Leone) ou en convoquant une réunion pour rassembler toutes les parties ND autour d'une même table (Burundi), les OSC ont démontré une créativité immense pour promouvoir et sécuriser l'espace et la voix au sein du processus du New Deal.

Le soutien de CSPPS à la voix des OSC au niveau des pays peut aussi s'appuyer sur la mobilisation du soutien par les pairs et de l'expertise internationale des ONG. Les OSC en République centrafricaine ont reçu le soutien de visites de leurs pairs par les membres de l'Equipe pays de RDC depuis les premières étapes de conception d'un nouveau lancement du processus du New Deal après l'établissement d'un gouvernement et d'une Présidence intérimaire.

Le soutien pour trouver une voix dans le processus du New Deal peut aussi venir du niveau global. Les occasions de contacter les représentants des donateurs pour leur feedback et leur soutien au niveau pays ont été employées pour l'usage des membres de CSPPS qui participent aux réunions IDPS ou de consolidation de la paix liées dans les capitales de l'OCDE. Les contacts avec les représentants des gouvernements du g7+ ont aussi été menés pendant les réunions globales de l'IDPS et les réunions techniques et ministérielles du groupe. Dans le contexte des contacts avec les représentants des donateurs par le Coordinateur du Secrétariat IDPS ces réunions ont été tenues à Helsinki, Berlin, La Haye, Paris et Washington.

Exemples d'étapes/résultats concrets

- Déclaration de CSPPS sur les crises au Soudan du Sud présentée à la réunion de l'INCAF, janvier 2014
- La réunion parallèle de CSPPS à la réunion globale de l'IDPS à Freetown en Sierra Leone et la mobilisation et les contacts soutenus de la société civile de Sierra Leone sur les questions de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat, juin 2014
- Déclaration de CSPPS présentée à l'occasion de l'IWG IDPS à Washington, DC, 10 octobre 2014.
- Déclaration de CSPPS présentée à l'occasion de la réunion du Comité de pilotage à Washington, 13 octobre 2014.
- Déclaration de CSPPS sur le post 2015, l'Objectif 15 et les enseignements sur les indicateurs. Perspectives de la société civile issues du travail du New Deal sur les indicateurs.

Consolider le soutien au New Deal et la responsabilité

Le travail de CSPPS s'étend aussi aux contacts et à la coordination de CSPPS dans les pays donateurs. Aux USA CSPPS s'est engagé envers les membres de Alliance for Peacebuilding pendant leur réunion annuelle qui a rassemblé un large groupe d'organisations caritatives et d'organisations de consolidation de la paix basées aux USA et travaillant dans le monde entier sur l'urgence, le développement et la consolidation de la paix, y compris les Etats fragiles.

L'élargissement de la base de soutien en Europe continentale a résulté en des contacts stratégiques avec les communautés SC dans de nombreux pays européens. Des visites de contact et des présentations ont toujours visé à la fois à explorer les possibilités d'élargir la composition de CSPPS dans ces pays tout en discutant des voies stratégiques pour tenir les pays qui soutiennent le New Deal responsables de leur engagement dans le New Deal pour l'engagement dans les Etats fragiles.

Etude de cas 3: Soutien aux pairs pour catalyser le processus du New Deal en RCA

Le mécanisme de soutien aux pairs de CSPPS a été effectivement employé pour offrir un soutien depuis la République démocratique du Congo (RDC) et sa société civile à l'Equipe pays de République centrafricaine (RCA). Ce soutien fait partie d'un atelier d'auto évaluation du spectre de la fragilité et suivant l'atelier de décembre 2014 sur la matrice de fragilité. M. Georges Tshionza Mata de Pregesco-RDC a soutenu les idées suivantes pendant son intervention lors de l'atelier de décembre 2014 organisé sur l'évaluation de la fragilité par les pouvoirs publics et où ont participé de nombreux membres de la société civile :

- Il a présenté les étapes de la fragilité en RDC par un briefing sur le travail de la société civile en rapport avec l'Etat ;
- Il a donné des exemples de plusieurs propositions de la société civile de RDC au Gouvernement pour l'évaluation de fragilité du pays et la mise en œuvre du New Deal. Ceci a permis à la SC de RCA de comprendre comment les OSC de RDC ont soutenu l'évaluation de la fragilité de leur pays en rapport avec les acteurs publics. La qualité de ce travail a convaincu les autorités d'en tenir compte.

A partir de ce soutien l'EP de RCA a intégré dans sa stratégie que les initiatives de mise en œuvre du New Deal doivent venir d'un éventail plus large d'acteurs que le Gouvernement. Cette contributions a non seulement renforcé les capacités de la SC de RCA mais aussi son appropriation et la dissémination du processus de mise en œuvre du New Deal, ceci a aussi aidé la société civile s'organise et présente les résultats des ateliers de décembre 2014 aux autres organisations membres de la société civile dans le pays.

Une telle consolidation des capacités issue du soutien aux pairs peut être considérée comme un modèle à développer et affiner par tous les membres de CSPPS concernés par des retards rencontrés par la mise en œuvre du New Deal.

Rodolphe DEVAUX

Coordinateur de l'Equipe pays CSPPS en République centrafricaine

CSPPS a soutenu des projets menés par les coalitions de la société civile et conçus par les Points focaux OSC dans neuf pays offrant aux coalitions nationales OSC l'occasion de consolider leurs capacités autour des processus du New Deal et de l'IDPS dans tous les pays et pour attirer les groupes d'organisations locales les plus larges et les plus divers impliqués dans les questions de consolidation de la paix. En RDC, au Soudan du Sud et en Somalie en contexte des projets exécutés des équipes dédiées ont été formées pour engagement direct et soutenu avec les représentants des gouvernements et des donateurs à diverses étapes du processus du New Deal. Le texte ci-dessous donne un aperçu des projets dans les pays soutenus par CSPPS en 2014. Un tableau complet avec des informations complémentaires sur les résultats rapportés et les coûts est inclus dans ce rapport à l'annexe 5.

Table 1: Projets pays 2014

Projets CSPPS en 2014	
OSC pays et Point focal OSC	Objectif, calendrier
Burundi: Réseau Femme et Paix (RSF)	Atelier toutes parties prenantes sur enjeux et division du travail du processus de mise en œuvre, 26-27 novembre
DRC: Programme de renforcement des capacités de la société civile dans la prévention et la gestion des conflits en Afrique central (Pregesco)	<ul style="list-style-type: none"> • Etude menée par Equipe pays sur le secteur bancaire et la régulation des investissements, septembre • Formation de la société civile au suivi du budget national selon les PSG du New Deal, 27-29 décembre
Guinée Conakry: Organisation pour le développement durable et intégré de la Guinée (ODDI-Guinée)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des plateformes régionales société civile pour le New Deal dans tout le pays, 22-28 octobre • Mener une recherche-analyse sur Ebola guidée par les PSG sur impact Ebola sur les PSG et la consolidation de la paix en Guinée, démarré décembre 2014
Liberia: New African Research and Development Agency (NARDA)	Mener une recherche-analyse guidée par les PSG avec focus sur résilience, relations Etat-société dans 3 régions, démarré décembre 2014.
Nigeria: Centre for Sustainable Development and Education in Africa (CSDEA)	Sensibiliser le New Deal parmi 40 OSC, estimer l'état des processus pays de consolidation de la paix, former une Equipe pays, plaider processus PSG et IDPS aux représentants gouvernementaux
Sierra Leone: Sierra Leone Association of NGOs (SLANGO)	Réunion parallèle organisée pendant la réunion globale IDPS à Freetown : sensibilisation des participants aux défis nationaux de la consolidation de la paix et état du processus du ND : autonomisation des jeunes et du genre, bonne gouvernance, tolérance politiques et religieuse, manque d'appropriation SC, 16-19 juin
Somalie: Puntland Non State Association (PUNSAA) + Somali Civil Society Coalition (SCSC)	Revitalise l'engagement SC dans le processus du New Deal, renforcer la coalition pour la mise en œuvre du new Deal et suivre le Compact signé à Bruxelles, transfert des fonds en 2014 – mise en œuvre projet effective remise à 2015.
Soudan du Sud: South Sudan NGO Forum	Assurer la représentation SC dans discussions AA-IGAD, mener l'analyse et rédiger les processus pour les documents de perspective du processus du New deal et renouveler l'évaluation de la fragilité et les indicateurs, projet démarré premier trimestre 2014.
Togo: Fellowship of Christian Councils and Churches in West Africa (FECCIWA)	Développer espace, voix de la société civile dans le processus du New Deal et consolider capacités OSC pour infuser les valeurs de consolidation de la paix dans le débat public au Togo, 28-29 août

Plaidoyer pour une paix durable

Contacts stratégiques et plaidoyer au niveau global

Pour partie de l'engagement global des occasions fréquentes de plaidoyer ont été recherchés par les représentants de la société civile de l'IDPS pour contacts stratégiques et plaidoyer et pour consolider et réaliser des relations de travail effectives avec les représentants des communautés des donateurs et du gouvernement.

La participation au niveau global de l'IDPS fait partie du partenariat entre la société civile, les donateurs et les gouvernements. CSPPS s'efforce à contribuer et participer à toutes les réunions officielles et connexes de l'IDPS, du stratégique au technique et à la gouvernance, à tous les niveaux de représentation. La société civile apporte une contribution critique et constructive à ces événements et suit de près les progrès de la discussion au niveau global pour assurer que les principes approuvés du New Deal pour les Etats fragiles sont appliqués sont employés continuellement à toutes les étapes des processus de l'IDPS et du New Deal et que le respect adéquat et que la référence à ces objectifs et principes est présente à tous les niveaux.

Le partenariat entre les OSC, les donateurs et le gouvernement comprend la participation au niveau global de l'IDPS.

CSPPS offre une contribution au niveau global de l'IDPS pour communiquer son feedback sur les processus du New Deal. « Influencer les politiques autour de l'agenda de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat à tous les niveaux » est une des stratégies centrale de la plateforme laquelle implique d'informer les discussions globales avec les perspectives de niveau pays sur les progrès du processus du New Deal d'un côté et proposant des conseils et des orientations expertes sur la conception et l'usage des instruments du New Deal qui peuvent aider à modeler ces processus dans les pays du g7+ : rapporter sur l'emploi effectif des évaluations de la fragilité, mener un plaidoyer sur l'emploi adéquat et le respect des indicateurs PSG communs et particuliers, présenter des vues sur le timing et le contenu du développement et de la mise en œuvre des Compacts font tous partie des activités de plaidoyer à ce niveau.

En 2014 CSPPS a réaffirmé le besoin d'assurer sa représentation dans les organes centraux de l'IDPS, c'est à dire le Groupe de mise en œuvre et le Comité de pilotage de l'IDPS. Ce dernier pendant sa réunion d'octobre à Washington a offert l'occasion de communiquer effectivement les arrangements nécessaires à la participation à tous les événements statutaires du Dialogue, de la préparation au suivi et à l'évaluation des décisions, assurées depuis par des communications adaptées du Secrétariat de l'IDPS.

CSPPS a aussi fourni des contributions aux processus globaux visant à améliorer la gouvernance et le fonctionnement du Dialogue. La participation a été assurée pendant des discussions cruciales visant à améliorer la structure et les capacités du Secrétariat de l'IDPS. Des contacts actifs ont aussi été recherchés et maintenus avec les coprésidents successifs du Dialogue visant à réaffirmer les priorités stratégiques à poursuivre et les engagements à tenir aux plus hauts niveaux de l'IDPS.

Un exemple est l'évaluation et la fourniture de contributions de niveau pays au premier rapport de suivi du New Deal. Pour cet exercice global la plateforme a soutenu les Secrétariats de l'IDPS et de l'INCAF dans leur exercice de vue d'ensemble du processus du New Deal, s'appuyant entre autres sur les Equipes pays du Liberia et de la Somalie pour documenter en détail les critères présentés dans l'enquête et employés comme base de rapportage. Les contributions reçues des Equipes pays respectives ont été incorporées dans le Rapport de suivi du New Deal.

Début 2014 CSPPS a présenté un document de plaidoyer recommandant une réaction adéquate du dialogue sur les développements constatés au Soudan du Sud. CSPPS s'est exprimé depuis la salle à la réunion de niveau directeur de l'INCAF à New York, appelant urgemment les participants à considérer de près le soutien à la cessation des hostilités et à aider à faire porter la voix de la société civile nationale pour partie du dialogue politique du pays. L'attention a été sollicitée quant aux véritables causes sous-jacentes de l'éruption de violence, du partage des revenus des ressources extractives à la réconciliation inachevée et aux inégalités persistantes. Une revue et évaluation de l'emploi des instruments du New Deal qui a échoué à prévoir la crise a été annoncée et mise au soutien.

Etude de cas 5 : mobiliser la société civile autour de la réunion globale de Freetown

En Sierra Leone, les OSC ont saisi l'occasion de mener l'aspect non étatique de la réunion de l'IDPS à Freetown le 19 juin 2014. Ceci a permis aux OSC non seulement de participer au processus gouvernemental de haut niveau mais aussi d'avoir la chance de tenir une réunion parallèle qui s'est tenue pour améliorer les voix des OSC pour faire avancer le processus du New Deal au niveau national.

Attirant plus de 85 OSC y compris les délégués nationaux et internationaux, l'Equipe pays dirigée par SLANGO a pris en compte diverses catégories de représentation au niveau national.

Un succès majeur a été la fourniture d'une position conjointe des OSC à la fin de la session principale, s'accompagnant d'un appel fort du gouvernement et des partenaires de développement sur le besoin d'amplifier les efforts pour la mise en œuvre complète des principes du New Deal.

Etant donné la nature clé de la réunion de l'IDPS, un défi majeur a été l'intérêt aigu des OSC à divers niveaux, tant nombre d'entre elle voulaient y être et participer mais n'ont pas bénéficié de l'espace nécessaire en raison de contraintes financières.

La réunion a été suivie par une série de contacts avec les medias et de discussions de focus groups par diverses organisations membres de l'Equipe pays de la Sierra Leone.

Shellac **DAVIES**
Coordinatrice pays CSPPS en Sierra Leone

La participation de CSPPS aux réunions globales vise à offrir une contribution directe aux discussions sur la représentation des perspectives et inquiétudes de la société civile pour partie des conclusion de l'IDPS y compris instruments, notes d'orientation, déclarations de résultats et autres formes de décision collective. La plateforme a aussi publié des déclarations de son propre chef par son travail de plaidoyer indépendant dans et autour de réunions globales qui ne font pas partie de l'IDPS : consultations post 2015, réunions de coalitions d'ONG et autres réunions liées à la paix.

Assurer au moins le statut d'observateur et au mieux la participation invitée de CSPPS à tous les événements des communautés du g7+ et de l'INCAF est un moyen clé de fournir les messages de CSPPS. La participation par un ou plusieurs membres spécialisés de CSPPS a été atteinte par des accords avec les groupes de l'INCAF et du g7+, assurant des droits mutuels d'observation et de participation aux réunions. En 2014 CSPPS a participé aux réunions planifiées de chaque communauté, comprenant les réunions de l'INCAF à New York et à Paris et du g7+ à Lomé. La contribution de CSPPS au débat et aux documents de conclusion à ces occasions a été bien appréciée. Les réunions du Groupe de travail Mise en œuvre et Comité de pilotage de l'IDPS comprennent la participation statutaire de représentants CSPPS désignés. Tous sont membres du Comité exécutif.

Etude de cas 6 : Travail d'équipe de CSPPS à l'AGNU

CSPPS s'est activement engagée autour de discussion sur l'agenda post 2015 pendant l'Assemblée générale de l'ONU (AGNU) en septembre 2014. CSPPS a convenu de sa participation à partir de diverses organisations membres autant que d'accords sur le financement, la communication et une division du travail pendant une semaine extrêmement chargée.

Au total et pendant plus de 5 jours, les membres de CSPPS ont participé à plus de 25 réunions et réunions parallèles pendant l'AGNU pour apprendre plus de ce processus mais aussi pour mener plaidoyer dans ces forums que le nouvel agenda de développement ait une forte composante paix. CSPPS s'est aussi engagée dans des réunions bilatérales avec les délégations des Etats membres, les agences de l'ONU et d'autres acteurs de la société civile.

D'importance pour leur travail, les membres de CSPPS ont participé à une réunion des pays du G7+ où ils ont fait et co-organisé des interventions et discuté à une réunion entre l'ONU et l'Union africaine pour mesurer la paix, la gouvernance et l'Etat de droit.

Bien que ce soit un défi d'être entendu pendant des événements globaux aussi immenses que l'AGNU, beaucoup des messages communiqués par les membres de CSPPS ont été bien reçus, en particulier donnés par de gens qui ont une expérience de premier plan des raisons pour lesquelles la paix est si importante pour le développement dans leur pays. Cet engagement devra être soutenu par des négociations finales vers la mise en œuvre.

Tom WHEELER

Conseiller conflits et sécurité à Saferworld

Liste des événements clés avec participation et organisation de CSPPS en 2014

Janvier

Réunion de niveau directeur INCAF – CSPPS a publié la déclaration « Amplifier les chances de stabilité et de paix au Soudan du Sud », 17 janvier

Février

8^{ème} session de l'Open Working Group (OWG) sur les Objectifs de développement durable : « Traiter les vulnérabilités pour promouvoir une paix et un développement durables », New York, fév 6

Du 3 au 7 février, les Etats participant à l'Open Working Group de l'ONU sur les Objectifs de développement durable ont discuté de la signification de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix post-conflit et de la promotion d'une paix durable, de l'Etat de droit et de la gouvernance dans les futurs objectifs de développement mondiaux. Pour contribuer à cette diffusion, CSPPS et ses partenaires ont organisé une réunion parallèle hébergée par les délégations de la France et de l'Irlande à l'ONU.

Mars

- **Conférence CSW**, discussion de panel « Inégalité des genres, fragilité et les ODD au Soudan du Sud, en Somalie et en Afghanistan », New York/USA
- **Réunion du Core Group de l'IDPS**, Dubai, EAU, 5-6 mars

Avril

- **Réunion du Core Group de CSPPS**, Lomé, Togo
- **Réunion GPEDC**, Session Focus « Mener les transitions des conflits et de la fragilité : qu'attendre du New Deal et des Objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat », Mexico City, Mexico, 15 avril
- Débat thématique du Président de l'AGNU **Assurer des sociétés stables et paisibles**, NY, 24 avril
- **York/USA CSPPS** réunion de réflexion et de stratégie : « Assurer des sociétés stables et paisibles », 25 avril, coorganisé avec GPPAC, Global Action to Prevent War, Fondation Friedrich Ebert bureau de NY, 25 avril

Mai

Réunion ministérielle du g7+, Lomé, Togo, 29-30 avril – deux membres du CE de CSPPS ont participé

Juin

Réunions de l'IDPS à Freetown, Sierra Leone

- Réunion du Groupe de travail Mise en œuvre, 17 juin
- Réunion du Comité de pilotage, 17 juin
- Réunion globale de l'IDPS, 18 juin
- Réunion parallèle OSC, 19 juin

Septembre

AGNU New York, sélection de participation à des événements

- IDEA, Norvège et Botswana: Bonne gouvernance, démocratie et Etat de droit dans l'agenda de développement post-2015n 22 septembre
- g7+, La paix et les institutions compétentes, Sep 22
- Réunions bilatérales avec les coprésidents de l'IDPS, Sep 23-24
- Open Government Partnership: Action civiques, gouvernements réactifs, 24 septembre
- UNDG, UNDP: Agenda post 2015 et moyens de mise en oeuvre, 25 septembre
- UA UNDP, Saferworld, ONU-Femmes: l'Afrique et un agenda de développement post 2015 transformatif : paix, gouvernance et Etat de droit, 26 septembre

Octobre

Réunions de l'IDPS, Washington, D.C., USA

- Réunion du Groupe de travail Mise en œuvre IDPS, 10 octobre
- Réunion du Comité de pilotage IDPS, 13 octobre
- Réunion du Comité exécutif de CSPPS, 11 octobre

Novembre

- **Discussion expert FriEnt – FES** : Un New Deal pour la Commission de consolidation de la paix? Berlin et visite de contact aux ONG allemandes. Berlin, Allemagne
- **Réunion INCAF de niveau directeur, Paris, France**
- **INCAF, GenderNet, GovNet**, atelier conjoint sur l'intégration du genre dans la consolidation de la paix, Paris, France
- **IDPS, visite de haut niveau, Bangui, RCA** – participation de l'Equipe pays CSPPS
- **IDPS, visite de haut niveau, Bissau, Guinée Bissau** – participation de l'Equipe pays CSPPS
- **8^{ème} forum sur les chaînes d'approvisionnement responsables en minéraux, Kinshasa, RDC**, 3-5 novembre

Décembre

Visite de contact à Helsinki, Finlande, pour discussion avec le MEA finlandais et discussions bilatérales avec les représentants des ONG finlandaises.

En tant que forum CSPPS a soutenu la participation officielle de ses membres à l'IDPS et au événements liés par la publication de documents de politique qui mènent un plaidoyer direct sur un grand nombre de questions qui vont des développements en court dans les processus pays (crise au Soudan du Sud, développement d'un Compact en Somalie) au besoin de recommandations pour le processus global de l'IDPS et au delà (suivi du travail sur les indicateurs, plaidoyer des objectifs de paix post 2015). Ces documents et déclarations ont été publiés comme documents d'évènements and comme lettres officielles adressées aux coprésidents de l'IDPS, du g7+ et de l'INCAF.

Liste des documents de politiques et déclarations clés publiées par CSPPS et ses membres en 2014-2015

2014

- INCAF DLM janvier 2014: **CSPPS** Policy Brief: Amplifier les chances de paix et de stabilité au Soudan du Sud
- **CSPPS** Open Letter to Members of the UN Open Working Group on Sustainable Development Goals: Effective targets to promote sustainable peace, Joint statement, avril
- International Alert, « Rethinking Gender in Peacebuilding », mars
- **CSPPS**: « Integrating Gender into Peacebuilding Compacts and Fragility Assessments: Insights from South Sudan, Somalia and Afghanistan », mai
- Conciliation Resources, « Gender and Peacebuilding », juin
- Integrity Action, « The Real Deal: Reinforcing Accountability in Fragile States », juin
- International Alert, « Real Jobs in Fragile Contexts: Reframing youth employment programming in Liberia and Sierra Leone », août
- International Alert, « Fragile Reforms: World Bank and Asian Development Bank financing in fragile and conflict-affected situations », octobre
- Saferworld, « Global perspectives on peaceful and inclusive societies and the post-2015 framework: A dialogue between member states and experts », octobre
- World Vision et Saferworld, « Strengthening the New Deal from the Bottom Up: Perspectives on the Somali Compact and Somaliland Special Arrangement », novembre
- Alliance for Peacebuilding, « Locally Led Peacebuilding in the Central African Republic », décembre

Publications 2015 à date :

- **CSPPS**: « Post 2015, Goal 16 and Lessons on Indicators. Civil Society Perspectives from the New Deal Work on Indicators », février
- SPSBD-CSOWG, « The New Deal Implementation in South Sudan. A South Sudanese civil society perspective paper », mars (commandé par CSPPS et coordonnée par le PF CSPPS Soudan du Sud)
- **CSPPS**: “Combattre et prévenir Ebola, consolider la paix et la résiliences sociétale. Enseignement et priorités pour l’action de la société civile dans les pays du New Deal affectés par Ebola”, avril

Gouvernance et composition de la Plateforme

Une gouvernance et une participation efficaces

En 2013 CSPPS a élargi sa structure de gouvernance par l'élection d'un Comité exécutif (CE) de neuf membres pour conseiller les options stratégiques du Core Group et la prise de décision au quotidien. Cinq membres Sud et quatre membres Nord coprésident les Axes de travail CSPPS et assurent la représentation dans les réunions liées de l'IDSP au nom de la société civile des pays g7+ et non g7+

Cinq membres Sud et quatre membres Nord coprésident les axes de travail de CSPPS.

La coprésidence Sud-Nord des Groupes de travail assure une gouvernance équitable de CSPPS et ses choix d'orientation stratégique : lors de son élection, le CE a reçu la tâche d'offrir à CSPPS des options majeures pour renforcer l'organisation et l'engagement de la société civile avec le New Deal au niveau pays, formalisant les stratégies et les options de soutien que CSPPS peut offrir à ses membres, réaffirmant la vision, la mission et l'identité de la Plateforme et ses buts vers les processus de consolidation de la paix nationaux et globaux.

En 2014 CSPPS a adapté sa gouvernance et structure de fonctionnement pour mieux refléter les besoins, occasions et défis du travail de ses membres à tous les niveaux – et pour en même temps optimiser son alignement sur les évolutions de gouvernance du Dialogue international. Pendant la réunion du Core Group de CSPPS à Lomé la structure de CSPPS a été changée pour incorporer les nouveaux axes de travail suivants (par lesquels les groupes de travail précédents sont remplacés) :

- Instruments du New Deal;
- Soutien aux pairs et coordination des Points focaux;
- Engagement global.

La coprésidence Sud-Nord de chaque axe de travail est assurée par deux membres du Comité exécutif de CSPPS qui fixent les agendas et objectifs de chacun. Les membres du Core Group s'associent volontairement à leur composition et s'engagent à offrir des conseils pratiques, une expertise technique et des ressources pour soutenir la mise en œuvre effective des stratégies de la Plateforme. Ces arrangements ont été reconfirmés pendant la réunion du Comité exécutif de CSPPS à Washington en octobre 2014.

Cette nouvelle structure assure autant la représentation dans le Groupe de travail mise en œuvre de l'IDPS que des orientations pour des processus internes : le soutien aux pairs Nord-Sud et Sud-Sud et la promotion d'objectifs et d'indicateurs de paix dans le cadre des ODD post 2015.

Les arrangements de gouvernance ont été étendus par la création du rôle de Président du Comité exécutif, un poste tournant de 6 mois parmi les membres du CE avec la poursuite des priorités à l'agenda du CE et l'offre de décisions de court terme si nécessaire.

Etude de cas 7 : aligner les processus pour un impact maximal – organiser les réunions du CE comme réunions parallèles

En octobre 2014 le CE de CSPPS a saisi l'occasion de se réunir entre la réunion de l'IWG IDPS (10 octobre) et celle du Comité de pilotage (13 octobre) pour fournir une contribution informée aux discussions de cette dernière et pour la discussion de l'agenda politique de CSPPS.

Pour les membres du CE ceci était l'occasion d'évaluer les résultats de la réunion IWG au regard des conclusions de la réunion du Core Group de CSPPS à Lomé et d'offrir des orientations stratégiques aux projets de CSPPS en rapport avec le principe « intensité pays, légèreté globale » adopté précédemment par les coprésidents de l'IDPS pendant la réunion globale de Freetown.

La réunion du Comité de pilotage de l'IDPS a bénéficié de la contribution substantielle de CSPPS à ce principe par un leadership politique proactif aux niveaux national et global. Comme troisième pilier du Dialogue, CSPPS a recommandé d'amplifier le processus du DI pour fournir des résultats de mise en œuvre de manière à demeurer flexible et adapté aux réalités de niveau pays, permettant la cohérence entre le New Deal et autres processus nationaux. Les recommandations présentées ont aussi préparé le terrain aux discussions visant à faire du New Deal un cadre approprié pour répondre aux situations de crise et aux chocs.

Par la suite la stratégie de CSPPS s'est dirigée vers l'activation effective des axes de travail dédiés à ce focus au niveau pays et servi les conclusions de la réunion d'octobre 2014 du CE : soutien aux pairs et coordination des Point focaux, Instruments du new Deal, Engagement global, soutenus par un lien direct offert par les membres individuels du CE aux Points focaux individuels et aux Equipes pays.

Nicolas **BOUCHET**
Membre du Secrétariat OSC IDPS

Evolution des membres

En tant que coalition non gouvernementale d'organisations de consolidation de la paix CSPPS rassemble des représentants du monde entier. A présent la Plateforme s'engage avec les organisations de plus de 25 pays. Le focus central de la Plateforme étant le développement et le renforcement de la voix et des capacités de la société civile dans les situations fragiles et affectées par les conflits c'est là qu'elle vise à investir dans l'approfondissement et le développement de sa base de membres. L'implication d'organisations qui ont leur siège dans l'hémisphère Nord offre des occasions stratégiques de contacts avec les donneurs internationaux et les organisations multilatérales.

A présent CSPPS s'engage avec les organisations de plus de 25 pays.

La légitimité de la participation de la société civile à l'IDPS et au New Deal est fondée par une large représentation d'OSC et ONG Sud et Nord. CSPPS cherche à élargir sa composition à plusieurs niveaux. Les Equipes pays et les Points focaux sont chargés d'explorer de possibles ajouts aux coalitions nationales d'OSC et d'ONG qu'elles coordonne pour part de leur soutien au processus du New Deal de leur pays. Avec le soutien du Secrétariat de CSPPS, les candidatures des ONGI au Core Group sont examinées par le Comité exécutif avec attention au rôle optimal que les ONG peuvent jouer comme nouveau membre au sein d'un ou plusieurs des axes de travail de la plateforme. La politique d'adhésion à la plateforme offre aussi des occasions aux nouveaux membres de niveau global.

En 2014 les membres de CSPPS comptaient 14 Points focaux dédiés (qui coordonnent les Equipes pays CSPPS) des pays du g7+ y compris tous les pilotes du New Deal et 4 PF dans les pays non g7+. Au niveau local ces Points focaux représentent des coalitions de sociétés civiles très diverses allant d'une douzaine d'OSC (RDC, Liberia) au à des réseaux nationaux entiers de Plateforme OSC comprenant plusieurs centaines de membres (Afghanistan, Burundi, Timor Leste). Au niveau global 12 ONGI clés contribuent activement au travail global de lobbying et de plaidoyer de la Plateforme.

Dans le contexte des révisions récentes de gouvernance la politique d'adhésion de la Plateforme a été révisée et le contact avec les ONGI de la Plateforme a été organisée ainsi que le contact avec les ONGI membres pour réaffirmer et optimiser les liens stratégiques entre les membres, les axes de travail et les domaines stratégiques d'intérêt pour la Plateforme. Une enquête a été conduite pour demander le feedback des représentants des ONGI sur ce processus et la Plateforme met actuellement en œuvre les résultats et recommandations – tous dirigés vers l'optimisation de l'alignement et des liens entre les membres de la Plateforme – autant au niveau pays qu'international. Les résultats mènent à un plus grand intérêt de ces membres pour soutenir les processus pays par des conseils techniques bien que les ressources en personnel et financières pour cela soient limitées.

Beaucoup s'intéressent à continuer l'engagement global, rôle qu'ils ont joué dans les discussions du Core Group de CSPPS et les processus des groupes de travail de CSPPS. Des liens plus étroits avec les acteurs de niveau pays des OSC et ONG nationales et ONGI présentes dans les pays seront encore rendus possibles par le lien dédié entre Points focaux et membres du Comité exécutifs (PF-CE) et suivant l'achèvement en 2015 du processus de recrutement qui amènera à bord un Chargé de communications et de politiques (CPC) qui sera un ressortissant du g7+ basé dans la capitale de son pays.

Soutenir la participation de la société civile

Rapport financier: rendre compte de l'emploi des fonds de CSPPS

Ce rapport a été préparé concernant les activités, résultats et emploi des fonds pendant l'année 2014. Dans ce paragraphe est souligné le rapportage des activités menées par l'emploi des fonds remis de la part des donateurs de CSPPS et par le soutien de l'organisation hôte du Secrétariat OSC IDPS, Cordaid. Comme cité précédemment toutes les activités menées visent au soutien des efforts coordonnés pour préserver, renforcer et solidifier la réussite de l'engagement des OSC à tous les niveaux concernés et toutes les étapes du New Deal pour l'engagement dans les Etats fragiles et du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (IDPS).

Les décisions de financement proviennent des priorités et stratégies convenues par le Core Group de CSPPS et ont reçu des conseils supplémentaires du Comité exécutif de CSPPS. Les points possibles pour le soutien financier des membres de la communauté CSPPS décrits ci après sont nécessaires au soutien des fins stratégiques et opérationnelles de la Plateforme qu'il s'agisse d'un projet mis en œuvre sur plusieurs mois ou de la réaction à une occasion de plaidoyer de court terme à tout niveau.

En tout trois catégories clés de financement peuvent être distinguées.

Coordination du Secrétariat de CSPPS et facilitation de CSPPS comme Plateforme

Cette fonction clé de CSPPS assure les conditions du travail collectif de ses membres à tous les niveaux. Le Secrétariat hébergé par Cordaid à La Haye avec le soutien d'un consultant basé à Paris offre les bases d'une collaboration au niveau pays (traiter les demandes de soutien, rassembler les actualités de l'activité de la SC et des développements du New Deal), au niveau global (soutenir la participation à l'IDPS et autres événements globaux concernés) et entre les deux (relayer les informations aux coprésidents des axes de travail, soutenir l'organisation du soutien aux pairs).

Cette fonction clé de CSPPS assure les conditions du travail collectif des membres à tous niveaux.

La coordination du Secrétariat de CSPPS implique le finance d'éléments tels que les salaires du personnel et les coûts des communications. Le Coordinateur du Secrétariat et le Consultant ont facilité les communications au sein de la communauté de CSPPS et avec les autres Secrétariats de l'IDPS et au besoin ont contacté les représentants des parties prenantes concernées et les personnes ressources dans les pays où le New Deal est mis en œuvre et dans les pays donateurs. Les fonds dédiés à la coordination ont aussi été employés pour couvrir les coûts de l'organisation des réunions et des réunions parallèles de la Plateforme. Les coûts de voyage du Secrétariat pour sa propre participation ou en soutien des membres sont reflétés dans cette catégorie tout comme la couverture des imprévus pendant ces événements comme le transport et les communications. De manière importante ces coûts imprévus incluent le financement à la dernière minute du soutien aux membres de CSPPS pour leur engagement envers les parties prenantes au niveau pays et pour la mobilisation en personne de leur expertise.

Les fonctions de coordination assurées par le Secrétariat comprennent les communications et la dissémination de documents tels que présentés pendant les événements et pour les publications des membres. Les briefings politiques et les déclarations produites par les membres de CSPPS sur des occasions thématiques ou de réunions pour le plaidoyer des perspectives de la société civile reçoivent le soutien du Secrétariat pour les étapes de collecte d'informations, d'édition et de dissémination. Le Secrétariat assure la rédaction de documents de communication à usage interne, rapporte sur les réunions et les événements pour contacter et maintenir ce contact avec d'autres communautés de l'IDPS. La coordination du Core Group de CSPPS implique de tenir des téléconférences régulières du Core Group et du Comité exécutif, offrant un soutien pratique aux participants pour se joindre à l'appel, soutenir la préparation de l'ordre du jour et la présidence par le Président du CE (nommé pour un mandat de six mois) et offrant des services de traduction.

Une fonction supplémentaire du Secrétariat, comme le montre le présent document, le rapportage des activités et l'emploi des fonds de CSPPS et la gestion des relations avec les donateurs qui ont aimablement accordé leur soutien. Comme cité une part de ces fonds opérationnels et été employé pour financer le personnel et les coûts liés de la coordination de CPPS par un Secrétariat dédié. En tant qu'organisation hôte du Secrétariat OSC IDPS/CSPPS, Cordaid est généralement responsable de la gestion des fonds et de la comptabilité et de l'usage des fonds reçus.

Renforcer et faciliter l'engagement et la participation de la société civile dans l'IDPS

Les dépenses rapportées dans cette catégorie se rapportent en premier lieu aux coûts impliqués par la facilitation de l'engagement et de la participation de la société civile dans les réunions de l'IDPS et les événements liés. Les fonds ont été utilisés en relation avec le financement des arrangements de déplacements pour les membres parrainés de CSPPS pour permettre, faciliter et renforcer l'engagement de la société civile tout au long de 2014. Les membres Sud de CSPPS ont reçu ce soutien pour assister aux réunions du New Deal et de l'IDPS : réunions des Groupe des travail de l'IDPS et de son Comité de pilotage, réunions du g7+ et de l'INCAF où la participation comme invité est prévue, et réunions liées au post 2015. Toutes les dépenses dans ce poste et dans d'autres catégories sont aussi faites en rapport avec les demandes stipulées par les donateurs.

Au delà du logement et des déplacements ce soutien couvre souvent les coûts pour assurer les voyages des membres notamment à l'étranger pour demander un visa pour l'Europe ou les USA et pour couvrir le coût du visa lui-même. De tels processus peuvent ajouter des jours de préparation et de coûts liés à la participation d'un membre à une réunion globale.

Soutien dans les pays pour favoriser et solidifier l'engagement de la société civile dans les processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat

En 2014 CSPPS a effectivement favorisé l'engagement de niveau pays de ses membres dans le processus du New Deal par un soutien fourni à l'organisation de coalitions coordonnées et efficaces dans les pays. Ceci s'est fait par une diversité de moyens et d'activités en soutien à l'avancement de l'auto-organisation de l'EP elle-même, du développement de ses capacités et plaidoyer stratégique envers les parties prenantes du New Deal au niveau pays :

- Mobilisation et consolidation de l'Equipe pays aussi par la sensibilisation supplémentaire sur les questions de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat ;
- Développement des capacités et soutien technique via capacité de soutien aux pairs de la société civile pour qu'elle s'organise elle-même efficacement et assurer l'espace nécessaire à ses opérations et :
- Initiatives de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat : par le soutien aux coalitions de la société civile à s'engager efficacement et stratégiquement dans un dialogue avec d'autres parties prenantes du New Deal et contribuer à la mise en œuvre réussie du New Deal.

Cette vue d'ensemble des projets pays soutenus cités précédemment au chapitre « Amplifier la voix de la société civile » précise l'usage premier des fonds disponibles sous cette catégorie. Les fonds fournis par CSPPS doivent soutenir et faciliter la structuration et la réussite de l'engagement de la société civile dans le processus du New Deal au niveau des pays. Que le public cible soit la société civile nationale et locale, le gouvernement ou d'autres acteurs comme l'université ou les médias, ces projets démontrent les efforts faits pour amener la voix et les préoccupations des populations et des sociétés dans les discussions et les refléter dans les résultats à chaque étape du processus du New Deal. Les coûts engendrés sont liés à l'organisation pratique des réunions, à la participation de toutes les parties prenantes nationales concernées et aux initiatives de communication autour de l'événement (voir l'annexe 5 pour la liste détaillée des projets soutenus).

Les activités de la Plateforme de la société civile en 2014 sont possibles par le soutien et le financement rendus possibles par le ministère britannique du Développement international (DFID) britannique, le ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI), le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ/GIZ) et le ministère fédéral suisse des Affaires étrangères (FDFA). Les fonds de soutien sont aussi fournis par l'organisation hôte du Secrétariat de la plateforme, Cordaid.

La section suivante présente une vue d'ensemble des fonds reçus et préciser les dépenses financières pour la période de rapportage, 2014. Des rapports financiers plus détaillés sont présentés à l'annexe 1 de ce rapport.

Table 2: Vue d'ensemble des contributions reçues des donateurs / accords de financement en 2014

Donneur	Calendrier	Fonds alloués (EURO) / (reçus)	Fonds alloués (Accord initial)	Dépenses financières enregistrées en 2014
France (MAEDI)	Jan – Déc 2014	25.000 (25.000)	EUR 25.000	25.000,00
Allemagne (GIZ/BMZ)	Sept – Déc 2014	60.000 (54.000)	EUR 60.000	57.557,87 ****
Suisse (SDC)*	Jan - Mar 2014	41.000 (8.179,39)	CHF 50.000	8.179,39
RU (DFID)	Jan- Déc 2014**	321.926,74	GBP 500.000	399.063,22***
Cordaid	Jan – Déc 2014	100.000 (98.023,87)	EUR 100.000	98.023,87
Total		507.130,00 (reçu)		EUR 587.834,35

* Reliquat du financement 2013-2014 rendu disponible par contrat # 81018972

** Arrangement de financement responsable poursuivi jusqu'au 31-03-2015

*** Montant restant de 77.136,48 EUR inclus dans la demande finale de décaissement envoyée au DFID le 23 mars 2015

**** Différences entre montant reçu et dépenses à demander par un dernier appel à décaissement

... les projets démontrent des efforts pour amener la voix et les inquiétudes des populations et des sociétés dans les discussions.

Horizons stratégiques : CSPPS en 2015

Soutien d'ensemble aux processus de mise en œuvre pays du New Deal

2015 est une année cruciale pour le New Deal et l'IDPS étant donné les perspectives de renouvellement du mandat du New Deal et de l'IDPS combinés avec le grand nombre de processus de plaidoyer entourant la finalisation du processus post 2015.

Avec le soutien continu d'autres membres de l'IDPS, CSPPS s'efforcera de développer et soutenir plus les activités de ses membres de la société civile actifs au niveau du G7+ à la suite de nouvelles orientations et focus sur les processus pays adoptés par l'IDPS à la fin de 2013. Les organisations Points focales de CSPPS et les Equipes pays ont envoyé de nouvelles propositions pour mieux servir leur engagement stratégique et constructif pendant cette période cruciale lorsque de nouvelles évaluations de la fragilité et Compacts sont développés dans les pays du G7+ et que les politiques des gouvernements et des donateurs bénéficieront d'un suivi étroit et informé.

Le soutien de niveau pays demeure la priorité en 2015, combinant le soutien aux besoins des Equipes pays pour le succès de leur engagement dans les processus du New Deal et l'alignement stratégiques à donner par les coprésidents de l'IDPS pour atteindre des résultats sur le terrain qui démontrent la pertinence du processus du New Deal et fournissent des réflexions pour le renouvellement du mandat de l'IDPS.

Améliorer le soutien au niveau pays demeure la priorité en 2015

Ces priorités ont été à nouveau reconnues par l'IDPS pendant la réunion d'octobre 2014 du Comité de pilotage du Dialogue, CSPPS demeure dédié au monitoring du suivi correspondant donné par toutes les parties prenantes à la question cruciale de la mise en œuvre. En particulier, les coprésidents du Groupe de travail mise en œuvre l'IDPS, chargé de donner de l'élan aux processus pays par la fourniture d'orientation stratégiques, des contacts de conseil réguliers avec les Points focaux nationaux et la facilitation d'une dynamique constructive de groupe parmi les membres du GT, qui recevront un soutien proactif de la part des représentants de CSPPS pour assurer une mise en œuvre en temps voulu et adéquate de l'agenda du GT.

Au niveau pays à nouveau CSPPS encouragera et suivra l'élargissement et le renforcement des coalitions nationales OSC sous la coordination proactive des Equipes pays. A cette fin de nouvelles trajectoires de soutien aux pairs de CSPPS seront développées par un mécanisme d'enrichissement mutuel impliquant les Points focaux CSPPS et les experts ONGI. A la suite de ces progrès les étapes accomplies seront documentées au niveau de l'Equipe pays et ces informations seront lorsque possible et nécessaire, partagées dans le contexte de l'évaluation à venir des processus du ND/ID.

Partenariat stratégique au sein de l'IDPS

En 2015 et au delà CSPSP continuera sa participation active aux réunions internationales qui ont contribué au pilotage et à l'ajustement du processus du New Deal et des outils et instruments pertinents et de la stratégie d'ensemble et de la direction de l'IDPS. La représentation sera assurée par la confiance mutuelle renouvelée que la société civile par CSPPS a une voix et une place légitime à tous les niveaux de ces processus et contribuera autant qu'elle suivra les décisions et les discussions prises par les parties prenantes gouvernementales et les donateurs.

Démontrer le soutien de la société civile au développement durable des objectifs du New Deal, CSPPS a assuré la représentation à bord de l'équipe chargée de la coordination de l'exercice d'évaluation indépendante du New Deal. CSPPS assurera la fourniture de preuves de la société civile sur les résultats et défis des processus du New Deal ainsi que la fourniture de conseils actuels et stratégiques sur le suivi à venir et les processus d'évaluation en cours.

CSPPS continuera à être proactif et présente dans tous les événements globaux pertinents organisés par l'IDPS et si possible dans les événements tenus par les communautés g7+ et IDPS au moins dans les sessions où la participation externe est autorisée.

La paix et le débat post 2015

Le processus post 2015 recevra une attention particulière de CSPPS pour les dimensions liées à la paix du cadre des Objectifs du développement durable. Le plaidoyer planifié portera sur la conception et le suivi des indicateurs de l'Objectif 16 : « Promouvoir des sociétés paisibles et inclusives pour le développement durable, offrir un accès à la justice pour tous et construire des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux ». Alors que l'inclusion de ce but dans le cadre final sera une grande réalisation pour la communauté de consolidation de la paix et le développement, les détails de ses indicateurs et des indicateurs de tous les objectifs de paix doivent être présentés précisément aux Etats membres jusqu'au bout des négociations intergouvernementales sur ce sujet.

Communications et contacts

Marque et identité visuelle

CSPPS s'efforce d'offrir à ses membres un nom et des résultats reconnus sur les questions de consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat par lesquels les contacts et le plaidoyer auprès des parties prenantes du New Deal et de l'IDPS peuvent être le mieux conduits. Le nom et le logo de CSPPS mais aussi sa mission, sa théorie du changement et les stratégies centrales sont communiquées de manière continue aux parties prenantes du gouvernement et des donateurs par des communications régulières et des briefings et déclarations politiques. Le connaissance de CSPPS parmi le G7+ et l'INCAF offre un membre un accès facilité et une attention renforcée des communautés du DI et des autres partenaires pertinents à tous les niveaux.

CSPPS s'efforce d'offrir à ses membres un nom et des résultats reconnus

En retour il est demandé aux membres de CSPPS d'adhérer à cet effort de marque en alignant stratégiquement la participation de leur organisation respective au travail de coordination collective de la Plateforme, autant en rapport avec la coordination dans les pays pour partie des Equipes pays de CSPPS ou pour partie du lobbying et du plaidoyer global sur l'agenda commun de la Plateforme. Ces pratiques renforcent leur visibilité tout en renforçant les liens entre les organisations membres à tous les niveaux.

Le site web dédié de CSPPS (<http://www.cspps.org>) et les canaux de médias sociaux (Twitter et Facebook) offrent des ressources clés pour les niveaux pays et internationaux. L'environnement du site web et des médias sociaux soutient les processus de soutien aux pairs et d'enrichissement mutuel des expériences. Cette solidification supplémentaire offre une identité commune et un agenda conjoint qui ont permis à CSPPS de publier des déclarations et notes de politique en son nom et pour s'engager avec succès dans les discussions et signer les déclarations conjointes de groupes et de forums au nom de sa composition plus large.

Une partie des fonds de CSPPS revient à la production de documents et au maintien d'un site web (www.cspps.org) dédié à informer les communautés telles que l'IDPS et le public général sur les activités, la structure et les membres de la Plateforme. Les fonds sont aussi utilisés pour préparer des publications pour des événements spécifiques comme la publication d'un nouveau briefing politique pour une réunion ou un atelier. Les exemples de publications comprennent la brochure CSPPS officielle, le rapport Ebola et la dissémination du rapport annuel de la Plateforme. Les produits de communication numériques incluent des nouvelles et le contenu d'événement du site de CSPPS et des copies électroniques des déclarations publiées à l'avance des événements globaux de l'IDPS.

Communication et contacts externes

En 2014 CSPPS s'est efficacement engagée dans les efforts de communication externe sur les activités de la Plateforme. Des efforts coordonnés ont été faits pour contacter les parties prenantes pertinentes et de nouvelles communautés. Au cours de 2014 des discussions ont eu lieu avec un certain nombre de nouveaux donateurs sur le soutien possible aux activités conduites par CSPPS. Ceci a mené à de nouveaux accords avec les donateurs signés pour assurer des ressources adéquates du Secrétariat pour effectivement coordonner les questions de CSPPS.

Les donateurs nouveaux ou renouvelés avec qui des discussions d'accord de financement ont commencé en 2014 comprennent : le ministère néerlandais des Affaires étrangères (BuZa), le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ/GIZ), le ministère fédéral suisse des Affaires étrangères (SDC). Leur soutien s'ajoute aux contributions existantes rendues disponibles par le DFID britannique, le MAEDI français et Cordaid.

En tant que voix officielle de la société civile au sein du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (IDPS), CSPPS a activement communiqué au sujet des objectifs et des buts de la Plateforme vis à vis du Dialogue international. Au delà de ça la Plateforme a soutenu les divers contacts et activités de plaidoyer visant un éventail large de publics. Pendant 2014 CSPSP a proactivement contacté de nouveaux publics et pour résultat de ce contact global de nouveaux membres sont devenus impliqués dans la Plateforme et de nouvelles interactions ont conduit à une présence consolidée de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat.

Les efforts de communication de CSPPS servent de base solide pour le contact de nouveaux donateurs et de partenaires existants.

Les efforts coordonnés de communication servent de base solide pour le contact de nouveaux donateurs et pour soutenir les relations avec les partenaires existants. CSPPS a réussi à établir des relations de travail étroites avec la Finlande pendant sa coprésidence de l'IDPS et d'occasions de coopération renforcée à la fois avec les représentants respectifs des gouvernements allemands et suisses. Les communications autour de réunions parallèles et de réunions globales ont aidé à traiter la question de la coordination des ONG dans les discussions de consolidation de la paix et ont offert des voies pour préparer la candidature et l'adhésion nouvelle d'organisations et de réseaux tels que KOFF/swisspeace (Suisse), FriEnt (Groupe de travail sur la paix et le développement, Allemagne) et de International Budget Partnership (IBP, USA).

Informations de contact CSPPS

Cordaid, pour part de son engagement à traiter la fragilité, héberge le Secrétariat OSC de l'IDPS qui coordonne CSPPS. Le Secrétariat est géré par Peter van Sluijs, Senior Corporate Strategist à Cordaid

Veuillez trouver les informations de contact du Secrétariat et n'hésitez pas à nous contacter pour toute question.

Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat (CSPPS)

Secrétariat OSC IDPS
c/o Cordaid
Lutherse Burgwal 10
2512 CB La Haye
Pays Bas

Personne de contact principale :

Peter van Sluijs, Coordinateur du Secrétariat OSC IDPS

Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS), c/o Cordaid, P.O. Box 16440
2500 BK, The Hague, The Netherlands

E: **peter.van.sluijs@cordaid.nl**

P: +31 (0) 70 3136 268

M: +31 (0) 6 41887737

Informations de contact supplémentaires

E: **info@cspps.org**

ni.bouchet@gmail.com

Web: Rendez nous visite à <http://www.cspps.org>

Twitter: @idps_cspps

Facebook: <http://www.facebook.com/civilsocietyplatform>

Annexes

Annexe 1: Rapports financiers détaillés 2014

Table 2: Vue d'ensemble des contributions reçues des donateurs / accord de financement sur la période 2014

Donneur	Calendrier	Fonds alloués (EURO) / (reçus)	Fonds alloués (Accord initial)	Dépenses financières enregistrées en 2014
France (MAEDI)	Jan – Déc 2014	25.000 (25.000)	EUR 25.000	25.000,00
Allemande (GIZ/BMZ)	Sept – Déc 2014	60.000 (54.000)	EUR 60.000	57.557,87 ****
Suisse (SDC)*	Jan - Mar 2014	41.000 (8.179,39)	CHF 50.000	8.179,39
UK (DFID)	Jan- Déc 2014**	321.926,74	GBP 500.000	399.063,22***
Cordaid	Jan – Déc 2014	100.000 (98.023,87)	EUR 100.000	98.023,87
Total		507.130,00 (received)		EUR 587.834,35

* Reliquat du financement 2013-2014 rendu disponible par contrat # 81018972

** Arrangement de financement responsable poursuivi jusqu'au 31-03-2015

*** Montant restant de 77.136,48 EUR inclus dans la demande finale de décaissement envoyée au DFID le 23 mars 2015

**** Différences entre montant reçu et dépenses à demander par un dernier appel à décaissement

Table 3: Rapport financier détaillé CSPPS 2014

Dépenses 2014	(EURO)	Financement 2014	(EURO)
Coûts de personnel / Coordination CSPPS	€ 198.101,24	Cordaid (via MFS)	€ 98.023,87
Coûts pour projets, ateliers et séminaires (réunions liées à CSPPS+IDPS)	€ 155.024,20	Ambassade France pour MAEDI	€ 25.000,00
Coûts consultance / Soutien projet direct	€ 130.252,02	Deutsche Gesellschaft für International Zusammenarbeit (GIZ) obo BMZ	€ 57.557,87
Coûts déplacements	€ 73.610,65	Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC)	€ 8.179,39
Financements d'autres organisations	€ 28.665,61	Department for International Development (DFID)	€ 399.063,22
Coûts de Communication	€ 2.170,63		
Coûts totaux 2014	€ 587.824,35	Financement total 2014	€ 587.824,35

Sources de financement :

MAEDI = Ministère des Affaires étrangères et du Développement international

DFID = UK Department for International Development

GIZ = German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development, Agency for International Cooperation (BMZ/GIZ)

MFS = Cordaid funds via MFS Funding Framework

SDC = Swiss Federal Department of Foreign Affairs

Annexe 2: List des membres de CSPPS

Les membres clés de CSPPS en janvier 2015 sont :

** indique une organisation Point focal CSPPS*

Pays du g7+

Afghanistan	Human Rights Focus Organisation (HRFO)*
Afghanistan	Afghanistan Women's Network (AWN)
Burundi	Réseau Femme et Paix (RFP)*
Côte d'Ivoire	Forum national sur la dette et la pauvreté (FNDP)*
Tchad	Organisation des acteurs non étatiques du Tchad (OANET)*
Guinée Bissau	Voz di Paz*
Guinée Conakry	Organisation pour le développement durable et intégré de la Guinée (ODDI-Guinée)*
Liberia	New African Research and Development Agency (NARDA)*
Liberia	Platform for Dialogue and Peace (P4DP)
Liberia	Action for Genuine Democratic Alternative (AGENDA)
République centrafricaine (CAR)	Programme de renforcement des capacités de la société civile dans la prévention et la gestion des conflits en Afrique centrale (Pregesco)*
RDC	Programme de renforcement des capacités de la société civile dans la prévention et la gestion des conflits en Afrique centrale (Pregesco)*
Sierra Leone	Sierra Leone Association of NGOs (SLANGO)*
Somalie	Puntland Non State Actors Association (PUNSAA), Somali Civil Society Coalition (SCSC)*
Soudan du Sud	South Sudan NGO Forum*
Tchad	Organisation des acteurs non étatiques du Tchad (OANET)*
Timor Leste	Forum ONG Timor Leste (FONGTIL)*
Togo	Fellowship of Christian Councils and Churches in West Africa (FECCIWA)*

Pays non-g7+:

Népal	National Peace Campaign (NPC)
Nigeria	Center for Social Development and Education in Africa (CSDEA)
Sénégal, Régional	Réseau des Plateformes d'ONG d'Afrique de l'ouest et centrale (REPAOC)
Zimbabwe	Female Prisoners Trust (FEMPRIST)

Membres ONGI:

- Alliance for Peacebuilding (USA)
- Africa Platform (Regional, Africa)
- CDA Collaborative Learning Projects (USA)
- Cordaid (Pays Bas)
- Conciliation Resources (RU)
- FriEnt (Allemagne)
- GPPAC (Pays Bas)
- Integrity Action (RU)
- International Alert (RU)
- International Budget Partnership (USA)
- Interpeace (Switzerland, USA)
- Saferworld (RU, USA)
- WANEP (Régional, Afrique de l'ouest)
- World Vision International (Global)

Annexe 3: Liste membres du CE de CSPPS, coprésidents des Axes de travail (mandat 2013-2015)

Représentants au Comité de pilotage IDPS

- Georges Tshionza Mata, Programme de renforcement des capacités de la société civile dans la prévention et la gestion des conflits en Afrique centrale (PREGESCO), RDC
- Peter van Sluijs, Catholic Organisation for Relief & Development Aid (Cordaid), Pays-Bas

Axe de travail Engagement global

- Melanie Greenberg, Alliance for Peacebuilding (AfP), USA
- Paul Okumu Odongo, Africa Platform (AP), Kenya

Axe de travail Soutien aux pairs et coordination des Points focaux

- Irène Esambo, Centre d'études sur la justice et la résolution 1325 (CRJ 1325), RDC
- James Cox, World Vision International (WVI), Australie

Axe de travail Instruments du New Deal

- Erin McCandless, The New School, USA
- Hafeez Wani, South Sudan NGO Forum, Soudan du Sud

Représentant non-g7+, membre du Comité exécutif

- Theophilus Ekpon, Centre for Sustainable Development and Education in Africa (CSDEA), Nigeria (Président du CE 2014)

Annexe 4: Liste de participation, (co)organisation et/ou facilitation des évènements clés en 2014

Janvier

Réunion de niveau directeur INCAF – CSPPS a publié la déclaration « Amplifier les chances de stabilité et de paix au Soudan du Sud », 17 janvier

Février

8^{ème} session de l'Open Working Group (OWG) sur les Objectifs de développement durable : « Traiter les vulnérabilités pour promouvoir une paix et un développement durables », New York, fév 6

Du 3 au 7 février, les Etats participant à l'Open Working Group de l'ONU sur les Objectifs de développement durable ont discuté de la signification de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix post-conflit et de la promotion d'une paix durable, de l'Etat de droit et de la gouvernance dans les futurs objectifs de développement mondiaux. Pour contribuer à cette diffusion, CSPPS et ses partenaires ont organisé une réunion parallèle hébergée par les délégations de la France et de l'Irlande à l'ONU.

Mars

- **Conférence CSW**, discussion de panel « Inégalité des genres, fragilité et les ODD au Soudan du Sud, en Somalie et en Afghanistan », New York/USA
- **Réunion du Core Group de l'IDPS**, Dubai, EAU, 5-6 mars

Avril

- **Réunion du Core Group de CSPPS**, Lomé, Togo
- **Réunion GPEDC**, Session Focus « Mener les transitions des conflits et de la fragilité : qu'attendre du New Deal et des Objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat », Mexico City, Mexico, 15 avril
- Débat thématique du Président de l'AGNU **Assurer des sociétés stables et paisibles**, NY, 24 avril
- York/USA **CSPPS** réunion de réflexion et de stratégie : « Assurer des sociétés stables et paisibles », 25 avril, coorganisé avec GPPAC, Global Action to Prevent War, Fondation Friedrich Ebert bureau de NY, 25 avril

Mai

Réunion ministérielle du g7+, Lomé, Togo, 29-30 avril – deux membres du CE de CSPPS ont participé

Juin

Réunions de l'IDPS à Freetown, Sierra Leone

- Réunion du Groupe de travail Mise en œuvre, 17 juin
- Réunion du Comité de pilotage, 17 juin
- Réunion globale de l'IDPS, 18 juin
- Réunion parallèle OSC, 19 juin

Septembre

AGNU New York, sélection de participation à des évènements

- IDEA, Norvège et Botswana: Bonne gouvernance, démocratie et Etat de droit dans l'agenda de développement post-2015n 22 septembre
- g7+, La paix et les institutions compétentes, Sep 22
- Réunions bilatérales avec les coprésidents de l'IDPS, Sep 23-24
- Open Government Partnership: Action civiques, gouvernements réactifs, 24 septembre
- UNDG, UNDP: Agenda post 2015 et moyens de mise en oeuvre, 25 septembre
- UA UNDP, Saferworld, ONU-Femmes: l'Afrique et un agenda de développement post 2015 transformatif : paix, gouvernance et Etat de droit, 26 septembre

Octobre

Réunions de l'IDPS, Washington, D.C., USA

- Réunion du Groupe de travail Mise en œuvre IDPS, 10 octobre
- Réunion du Comité de pilotage IDPS, 13 octobre
- Réunion du Comité exécutif de CSPPS, 11 octobre

Novembre

- **Discussion expert FriEnt – FES** : Un New Deal pour la Commission de consolidation de la paix? Berlin et visite de contact aux ONG allemandes. Berlin, Allemagne
- **Réunion INCAF de niveau directeur, Paris, France**
- **INCAF, GenderNet, GovNet**, atelier conjoint sur l'intégration du genre dans la consolidation de la paix, Paris, France
- **IDPS, visite de haut niveau, Bangui, RCA** – participation de l'Equipe pays CSPPS
- **IDPS, visite de haut niveau, Bissau, Guinée Bissau** – participation de l'Equipe pays CSPPS
- **8^{ème} forum sur les chaînes d'approvisionnement responsables en minéraux, Kinshasa, RDC**, 3-5 novembre

Décembre

Visite de contact à Helsinki, Finlande, pour discussion avec le MEA finlandais et discussions bilatérales avec les représentants des ONG finlandaises.

Annexe 5:

Vue d'ensemble des projets CSPPS en 2014

Projets CSPPS en 2014			
Pays et Point focal OSC	Titre, objectif, calendrier	Résultats principaux	Coût global et financement reçu
Burundi, Réseau Femmes et Paix (RFP)	<i>Fondements de la paix positive et des mécanismes du New Deal au Burundi</i> Contribuer une vision partagée et une compréhension des fondements de la paix positive et identifier les rôles des acteurs dans la consolidation de la paix et le renforcement pour des élections paisibles, démocratiques, libres et transparentes en 2015. 26-27 novembre	Conclusions identifiées par l'atelier tripartite nourrissent la stratégie pays pour le processus électoral 2015, soutien à une résolution pacifique des conflits, plus ample dissémination du New Deal vers les populations, assurant une coopération étroite avec les parties prenantes du gouvernement, soutien à la réforme du secteur de la justice.	Mobilisation et Consolidation de l'Equipe pays EUR 9,500
Guinée Conakry, ODDI-Guinée	<i>Défis et opportunités de la mise en œuvre du ND en Guinée</i> Consolider les capacités de la SC en soutien à la mise en œuvre du ND dans 8 régions qui impliquent les parties prenantes et catalyser les plateformes régionales à cette fin. 22-28 octobre <i>Plan d'action Ebola – étudier l'impact de la MEV sur PSD du ND et consolidation de la paix en Guinée</i> Consultation au niveau du pays (8 régions) et entretiens, collecte de données et analyse des réalités du terrain et tendances à venir Déc'14-en cours	Membres des plateformes régionales entraînés, attentes des parties prenantes locales identifiées pour nourrir la stratégie et la phase 2 du projet (2015) Global Report Rapport consolidé sur l'étude pays pour nourrir le rapport global	Développement des capacités et soutien technique EUR 4,000 Fonds de soutien à la réponse CSPPS à la crise Ebola EUR 15,000
Liberia, NARDA	<i>d'action Ebola – plan de réponse de l'Equipe pays à la crise Ebola</i> Consultation nationales avec focus sur résilience, relations Etat-société dans 3 régions Déc'14-en cours	Rapport consolidé sur étude nationale nourrissant le Rapport global « Combattre et prévenir Ebola. Consolider la paix et la résilience sociétale : enseignements et priorité pour l'action de la société civile dans les pays affectés par Ebola »	Fonds de soutien à la réponse CSPPS à la crise Ebola EUR 18,500
Nigeria, CSDEA	<i>Proposition de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat pour l'engagement de la SC au Nigeria</i> Sensibilisation au New Deal parmi 40 OSC, évaluation de l'état du processus pays de consolidation de la paix, formation d'une Equipe pays, plaidoyer auprès des représentants de l'Etat. Mars-avril	Etablissement des contacts de haut niveau avec le gouvernement du Nigeria pour promotion d'un prisme PSG pour la consolidation de la paix, a mené au développement en 2015 d'une note de concept Contre l'extrémisme	Initiatives de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat EUR 25,500
RDC, Pregesco	<i>Report Etude de la régulation des investissements bancaires en RDC. Rapport.</i> Evaluation critique de la contribution des politiques bancaires et d'investissement en RDC à la	Rapport présenté au Gouvernement, critique bien reçue du manque d'investissement public dans les secteurs de soutien à la croissance et à la réduction de la pauvreté (PSG 1,4)	Développement des capacités et soutien technique EUR 9,700

	<p>consolidation de la paix post conflit. Sep'14</p> <p><i>Formation des citoyens pour le suivi des budgets nationaux au regard des PSG</i></p> <p>Formation des OSC pour suivre les engagements d'allocation et d'emploi des fonds publics en soutien de la mise en œuvre du New Deal 27-29 déc'14</p>	<p>Formation a permis de conduire une évaluation détaillé des budgets nationaux, plus tard présentée au Gouvernement en 2015 et montrant un soutien insuffisant aux PSG</p>	<p>Initiatives de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat</p> <p>EUR 15,900</p>
<p>Sierra Leone, SLANGO</p>	<p><i>Meeting Engagement SC de la réunion globale de l'IDPS</i></p> <p>Evènement a sensibilisé à l'autonomisation de la jeunesse et du genre, bonne gouvernance, tolérance politique et religieuse, fait le bilan de l'appropriation par la SC du ND, lacune et occasions de mise en œuvre. 16-19 juin</p>	<p>Inclusion du Point focal de la SC pendant la session plénière de la réunion globale de l'IDPS pour présenter les résultats des réflexions de la SC, importance du partage de l'expérience et enseignements issus de la mise en œuvre du ND.</p>	<p>Initiatives de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat</p> <p>EUR 18,000</p>
<p>Somalie, PUNSA, SCSC</p>	<p><i>Progrès et lacunes du New Deal</i></p> <p>Revitaliser le rôle de SCSC et la mise en œuvre du New Deal, engagement plein et précoce dans le suivi du Compact, évaluer la consolidation des capacités et des besoins de la SC</p>	<p>Mise en œuvre du projet remise à 2015</p>	<p>Initiatives de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat</p> <p>EUR 26,400</p>
<p>Soudan du Sud, South Sudan NGO Forum</p>	<p><i>Document de perspective de la SC sur le Compact du ND</i></p> <p>L'engagement proactif dans le processus de paix et le processus du New Deal sert l'évaluation en profondeur de la fragilité du pays et les raisons de l'échec des processus de l'EF et du Compact</p>	<p>Publication du rapport « "The New Deal implementation in South Sudan: a South Sudanese civil society perspective paper », bien distribué et lu parmi les communautés de l'IDPS, a permis la poursuite de la discussion de la révision des EF au Soudan du Sud en collaboration avec le Gouvernement</p>	<p>Développement des capacités et soutien technique</p> <p>EUR 7,700</p>
<p>Togo, FECCIWA</p>	<p><i>Promouvoir la participation des citoyens aux politiques publiques pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat au Togo</i></p> <p>Développer un espace unique/approfondir la conscience et renforcer la voix et les capacités des SOC, infuser les valeurs de consolidation de la paix au Togo. Promouvoir la participation inclusive et efficace des OSC dans le processus du New Deal. Aug 28-29</p>	<p>Réunions de sensibilisation 28-30 août SC-Gvt avec participation du PF ND Gvt et du représentant du ministère du Plan, faisant le bilan de la mise en œuvre et discutant de l'implication supplémentaire de la SC.</p> <p>Le Forum ND et Media du 29 août a assuré le soutien de 17 médias comme partenaires de la SC pour l'information pratique sur le processus de mise en œuvre du New Deal, avec la participation du représentant du ministère du Plan et du représentant ND du Gvt.</p>	<p>Initiatives de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat</p> <p>EUR 26,000</p>
<p>Total financé</p>			<p>EUR 176,200</p>